

N° 4937¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**portant approbation de la Convention internationale pour la répression
des attentats terroristes à l'explosif, adoptée par l'Assemblée Générale
des Nations Unies, le 15 décembre 1997**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES
ET EUROPEENNES ET DE LA DEFENSE**

(8.12.2003)

La Commission se compose de: M. Paul HELMINGER, Président; M. Nico LOES, Rapporteur; MM. Alex BODRY, François BAUSCH, Emile CALMES, Mme Lydie ERR, MM. Jean-Marie HALSDORF, Jean-Pierre KOEPP, Jean-Paul RIPPINGER, Marcel SAUBER et Claude WISELER, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

En date du 28 mars 2002, Madame le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi sous rubrique. Ledit projet de loi était accompagné:

- d'un exposé des motifs;
- du texte de la Convention à approuver ainsi que d'un commentaire des articles de cette Convention;
- du texte du projet de loi soumis au Conseil d'Etat;
- de l'avis du Conseil d'Etat du 21 décembre 2002;
- de la dépêche du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur au Ministre aux Relations avec le Parlement en date du 11 mars 2002.

Lors de la réunion du 26 septembre 2002, la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense a désigné M. Willy BOURG comme Rapporteur. Lors de la réunion du 24 février 2003, M. Nico LOES a été désigné comme Rapporteur du présent projet de loi en remplacement de M. Willy BOURG. En date du 8 décembre 2003, elle a examiné le projet de loi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. Le présent rapport a été adopté le 8 décembre 2003.

*

II. CONSIDERATIONS GENERALES

Les principaux buts et principes de la Charte des Nations Unies concernent le maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi que le développement des relations de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre les Etats. Aujourd'hui, le terrorisme constitue un sujet de vive préoccupation pour l'ensemble de la communauté internationale et notamment pour le Grand-Duché de Luxembourg.

En effet, des actes de terrorisme sous toutes formes et manifestations se sont multipliés, surtout au cours de la dernière décennie. On constate également que des attentats terroristes perpétrés au moyen d'engins explosifs ou d'autres engins sont de plus en plus courants. Toutefois, les instruments juridiques multilatéraux existants ne traitent pas de manière adéquate ce type d'attentat.

A la suite des attentats terroristes à l'explosif au Moyen-Orient et en particulier des attentats-suicides en Israël puis en Europe, la communauté internationale et notamment les bâtisseurs de la paix lors du sommet de Charm El Cheik de mars 1996 ont reconnu la nécessité du développement d'une coopération internationale entre les Etats pour l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces destinées à prévenir ce type d'actes terroristes ainsi qu'à en poursuivre et punir les auteurs de tels actes. Plus particulièrement, la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif a été élaborée au sein des Nations Unies par un comité spécial créé par l'Assemblée Générale. Cette Convention a été adoptée par l'Assemblée Générale le 15 décembre 1997 et ouverte à signature à New York le 12 janvier 1998. Le Grand-Duché a signé la Convention le 6 février 1998.

La Convention sous rubrique envisage la lutte contre cette forme particulièrement dangereuse du terrorisme international à deux niveaux. En effet, le dispositif proposé comporte un volet préventif et un volet répressif:

Sur le plan de la prévention, la Convention entend instituer une collaboration internationale. L'accent est mis sur l'échange de renseignements et sur la recherche-développement portant sur la détection d'explosifs ou d'autres substances.

Sur le plan de la répression, trois aspects sont à relever: En premier lieu, la Convention érige en infraction certains actes terroristes, en invitant les Etats parties à réprimer ces actes par des peines prenant dûment en compte leur gravité. L'exposé des motifs utilise le terme de „*convention d'incrimination*“. En deuxième lieu, la Convention définit des règles de compétence. Chaque Etat partie doit informer le Secrétaire Général des Nations Unies de la compétence qu'il a établie d'après sa législation interne. En dernier lieu, la Convention détermine les obligations incombant aux Etats parties au titre de la coopération judiciaire et de l'extradition.

Le projet de loi sous référence comporte trois volets:

- l'approbation législative de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif;
- l'introduction au Code pénal, sous le chapitre III-1 portant le titre „*Des attentats à l'explosif*“, de l'article 135-1 visant à réprimer les atteintes à l'intégrité des personnes ainsi que de l'article 135-2 ayant pour objet de sanctionner les atteintes aux biens;
- la modification de la disposition du Code d'instruction criminelle, en l'occurrence l'article 7-4, relative à la compétence internationale des juridictions répressives luxembourgeoises et à l'applicabilité de la loi pénale luxembourgeoise.

*

III. EXAMEN DE L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 21 décembre 2001, le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec l'approbation de la Convention sous rubrique qui constitue une „*nouvelle étape dans l'élaboration d'un droit international contre le terrorisme*“. La Haute Corporation note que „*de nombreux instruments de droit international s'efforcent à ce jour de fournir une réponse à la menace constituée par le terrorisme international*“. Sont ensuite énumérées les Conventions internationales en matière de terrorisme que le Grand-Duché a déjà approuvées législativement. Ces Conventions ont été élaborées dans la majorité des cas au sein des Nations Unies et dans une moindre mesure au sein du Conseil de l'Europe.

Toutefois, le Conseil d'Etat ne reconnaît pas la nécessité d'adapter le Code pénal luxembourgeois. L'adaptation proposée est qualifiée d'„*inadéquate*“ et les infractions proposées „*ne tiennent qu'imparfaitement la route*“. De surcroît, la mise en œuvre de ces infractions „*risque de se révéler délicate*“. Dès lors, la Haute Corporation propose de faire abstraction non seulement des nouvelles incriminations proposées au niveau du Code pénal (article 2 du projet de loi), mais également de la modification proposée du Code d'instruction criminelle (article 3 du projet de loi).

Par dépêche du 11 mars 2002, le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur déclare que le Gouvernement marque son accord avec les propositions du Conseil d'Etat. En effet, le contenu des articles 2 et 3 a été entre-temps intégré dans le projet de loi No 4954 portant 1) répression du terrorisme et de son financement 2) approbation de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, ouverte à la signature à New York en date du 10 janvier 2000.

La Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense se rallie à la proposition d'abandonner les articles 2 et 3 du projet de loi, étant donné que ces dispositions sont devenues sans objet dans le cadre du présent projet de loi. Le projet de loi comporte donc un article unique qui a pour objet de donner l'approbation législative de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif.

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

**portant approbation de la Convention internationale pour la répression
des attentats terroristes à l'explosif, adoptée par l'Assemblée Générale
des Nations Unies, le 15 décembre 1997**

Article unique.— Est approuvée la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 15 décembre 1997.

Luxembourg, le 8 décembre 2003

Le Rapporteur,
Nico LOES

Le Président,
Paul HELMINGER

